

Pour un programme de confrontation avec le capitalisme. Pour un parti anticapitaliste et révolutionnaire indépendant

mardi 19 juin 2012, par [Collectif / Signatures multiples](#) (Date de rédaction antérieure : 15 juin 2012).

La Grèce est aujourd'hui l'épicentre de la crise du capitalisme. Elle est la cible de l'agression la plus sauvage du capital financier européen. Les travailleurs et la jeunesse de Grèce ont répondu à cette agression par une mobilisation qui a discrédité le régime politique traditionnel du PASOK et de la ND. La classe dominante ne contrôle plus la situation, mais la classe ouvrière n'est pas encore capable de prendre le pouvoir et de renverser le capitalisme.

Dans ces conditions, une partie de la rage populaire a été captée par l'extrême droite, mais c'est principalement vers la gauche réformatrice, vers Syriza, que les espérances de changement se sont exprimées à l'occasion des élections.

L'Etat espagnol et italien sont les prochaines cibles de la Troïka (et ce sera peut être ensuite le tour de la France) : l'issue de la lutte en Grèce est ainsi décisive pour l'ensemble des anticapitalistes et des révolutionnaires en Europe et dans le monde.

Il existe un débat sur l'attitude que les révolutionnaires doivent adopter. Faut-il soutenir un gouvernement dirigé par Syriza ? Devons-nous soutenir Syriza ? Devons-nous disparaître électoralement face à elle ? Faut-il avancer une politique indépendante des réformistes ?

1. Le programme de Syriza et les déclarations de ses dirigeants les plus connus reflètent à la fois un rejet des mesures anti-ouvrières mais aussi une volonté de compromis avec les classes dirigeantes de l'UE. Cela s'exprime par leur clair rejet de toute sortie de l'euro et de l'UE et par leur volonté de mener des réformes dans le cadre actuel de l'UE afin de lui redonner stabilité.

Il est clair qu'un gouvernement qui annule les mesures du Mémorandum constituerait un progrès important pour les travailleurs et pour leurs luttes. Mais comment rejeter le Mémorandum sans annuler la dette ? Comment financer les mesures d'urgence nécessaires sans socialiser le système bancaire ? En d'autres mots ; comment améliorer aujourd'hui, même de manière très limitée, la situation des classes populaires grecques sans s'attaquer au contrôle que détient la minorité capitaliste sur l'économie et la société.

Il est évident que si un quelconque gouvernement remet en cause le programme du capital financier et des banques, l'UE mettra immédiatement un terme à toute possibilité de prêts et de financement et n'hésitera pas à expulser la Grèce de la zone euro. Dans une telle situation, il n'y aurait que deux choix possibles : ou bien se soumettre en poursuivant la même politique désastreuse dont a souffert la population grecque ces dernières années ; ou bien s'attaquer au pouvoir des banquiers et des capitalistes, en récupérant tout ce qu'ils ont volé et en remettant en question leur contrôle sur l'économie.

En ce qui concerne les mesures à prendre pour sortir de la crise, un programme de confrontation avec le capital est nécessaire. Un programme d'urgence, de mesures transitoires comme

l'augmentation généralisée des salaires ; l'interdiction des licenciements ; la diminution radicale du temps de travail ; la socialisation du secteur bancaire et des secteurs clés de l'économie. Un tel programme implique une confrontation non seulement avec la classe dominante grecque, mais aussi avec la bourgeoisie européenne et ses institutions.

2. La seule manière de mettre en œuvre un programme de lutte contre la crise et la rupture avec le capitalisme, c'est par la mobilisation de l'ensemble des travailleurs et des masses populaires. Il ne s'agit pas d'un simple mot d'ordre ou d'une simple question théorique. La pression du capital sur le peuple grec est énorme. Les grèves générales de 24 ou de 48 heures, les mobilisations sectorielles, etc. ont entraîné pour la bourgeoisie grecque une grave crise politique, mais elles n'ont pas été suffisantes pour stopper son offensive.

Il est donc nécessaire de s'appuyer sur les luttes partielles, de chercher à les étendre, en généralisant les expériences d'auto-organisation qui ont pu s'exprimer en elles et qui, sous certaines circonstances, peuvent constituer le point de départ d'une situation de dualité de pouvoir.

C'est au travers de la généralisation des luttes et en fédérant les organes d'auto-organisation qu'un pouvoir alternatif à celui de la bourgeoisie pourra surgir. C'est en exprimant la menace d'une extension de la lutte à d'autres pays européens que les travailleurs grecs pourront se protéger contre la pression de l'UE. La classe ouvrière et la jeunesse de Grèce ont les clés de la situation entre leurs mains, il faut donc s'appuyer sur eux.

Dans le contexte actuel, en tenant compte de la nature de Syriza, un gouvernement dirigé par Syriza ne peut pas être autre chose qu'une coalition parlementaire, ce qui est complètement différent d'un gouvernement des travailleurs. La situation est marquée par certaines incertitudes : es-ce que Syriza parviendra à former les alliances nécessaires pour former un gouvernement ? Comment va réagir Syriza et les masses face aux repréailles du capital ? Ce qui est sûr, c'est qu'une confrontation d'ensemble est inévitable. Un instrument politique est donc nécessaire pour préparer cette épreuve de force et pour populariser un programme de rupture.

3. Dans la situation que connaît la Grèce, le mot d'ordre d'un gouvernement des travailleurs redevient actuel. Il n'est évidemment pas applicable dès maintenant et il est même difficile de prévoir aujourd'hui sa probable composition. Cependant, il est indispensable de proposer une solution politique d'ensemble et de commencer à formuler pour les larges masses une réponse compréhensible, même si elle est imparfaite, à la question : « Qui doit exercer le pouvoir en Grèce ? ».

Un gouvernement de ce type devrait être capable de mettre en œuvre un programme d'urgence contre la crise, de mener à bien les mesures clés de transition, par exemple au travers de l'expropriation des banques et d'autres secteurs de l'économie. Un gouvernement qui s'appuie sur une lutte menée par l'ensemble des travailleurs et sur base de leur auto-organisation. Un gouvernement qui regrouperait les forces disposées à défendre les revendications des masses.

Les révolutionnaires seraient prêts à participer, avec d'autres, à un tel gouvernement, sur base d'un programme de confrontation et de haut niveau de mobilisation des jeunes et des travailleurs. Un tel gouvernement favoriserait la possibilité d'une prise du pouvoir par les travailleurs et de leurs structures d'auto-organisation.

4. Si un gouvernement dirigé par Syriza prend des mesures favorables aux travailleurs, comme par exemple l'annulation des Mémoires, il est évident que les révolutionnaires lui apporteraient leur soutien. Cependant, un soutien conditionnel et critique à un tel gouvernement de Syriza n'implique en aucune façon de renoncer à l'indépendance politique et organisationnelle de la part de

la gauche anticapitaliste et révolutionnaire en Grèce, représentée aujourd'hui majoritairement par Antarsya.

Un parti indépendant, dont le centre de gravité est la lutte des classes ; un parti capable de constituer un pôle politique visible tant dans les élections que dans les luttes des masses est nécessaire pour défendre l'unique perspective qui permettra aux travailleurs grecs d'éviter la catastrophe. Un parti capable à la fois d'avoir une politique de front unique par rapport à d'autres forces du mouvement ouvrier, et de défendre sa propre perspective politique de rupture avec le capitalisme et de prise du pouvoir par les travailleurs.

Dans la situation actuelle, la création d'un tel parti se fera principalement autour d'Antarsya, malgré ses contradictions. Si l'émergence d'un gouvernement de « gauche » s'achève en défaite, il est probable que l'extrême droite en sera la principale bénéficiaire. Mais ce n'est pas une fatalité inévitable. Tout dépendra de la capacité de la gauche révolutionnaire à prendre la tête des luttes et à rendre crédible un programme de confrontation et de rupture avec le capitalisme.

C'est pour cela que nous, militants anticapitalistes et révolutionnaires de plusieurs pays européens, appelons à soutenir la gauche révolutionnaire grecque, en particulier Antarsya, et à renforcer les liens entre les militants qui partagent une perspective révolutionnaire à l'échelle européenne et internationale.

- France/NPA : Gaël Quirante (membre du Comité Exécutif), Xavier Guessou (membre du Comité Politique National)
- Espagne/Izquierda Anticapitalista : Rubén Quirante, (membre du Secrétariat confédéral), Pechi Murillo (militant de IA)
- Grèce/OKDE-Spartacos : Charis Mertis (membre du Bureau Politique), Anastasia Vergaki (membre du Bureau Politique), Panagiotis Sifogiorgakis (membre du Bureau Politique/délégué au 16^e congrès de la Quatrième Internationale), Manos Skoufoglou délégué au 16^e congrès de la Quatrième Internationale)
- Allemagne/RSB : Jakob Schäfer (membre du Secrétariat Politique, membre du Comité International de la Quatrième Internationale), Peter Berens (membre du Secrétariat Politique)
- Angleterre/Socialist Resistance : Dave Hill (membre du Conseil National)
- Irlande/Socialist Democracy : John McAnulty (secrétaire), Kevin Keating (membre du Comité central)
- Belgique/LCR-SAP : Mauro Gasparini (secteur jeune)
- Danemark/SAP : Jette [Lulu] (militant)

Tous les signataires sont membres ou sympathisants de la Quatrième Internationale.

P.-S.

* <http://4thinternational.blogspot.gr/2012/06/members-of-fi-for-program-of.html>

* Traduction : Ataulfo Riera.